

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/132
30 août 1951

FRANCAIS

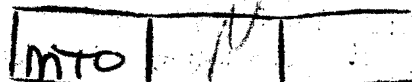
ORIGINAL : ANGLAIS

DOCUMENTS
INDEX UNIT

MASTER

Sous-Commission de la lutte contre les mesures
discriminatoires et de la protection des minorités
Quatrième session

3 OCT 1951



Analyse des renseignements reçus des Gouvernements relatifs
à la lutte contre les mesures discriminatoires et à la
protection des minorités

1. Le 9 août 1950, le Conseil économique et social a adopté la résolution 303 F (XI) dans laquelle il chargeait le Secrétaire général : a) d'inviter les gouvernements, qu'ils soient ou non Membres de l'Organisation des Nations Unies, à fournir i) des exemples des lois, décisions judiciaires et autres mesures qui se sont révélées particulièrement utiles dans leur pays pour lutter contre les mesures discriminatoires dans un ou plusieurs des domaines visés par la Déclaration universelle des droits de l'homme, ii) des renseignements complets sur la façon dont ils assurent par voie de dispositions législatives, la protection de toute minorité relevant de leur autorité et eu égard aux dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme, iii) les renseignements pouvant servir à établir une définition du terme "minorité"; b) de distribuer ces renseignements aux membres de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.
2. En exécution du paragraphe a) de la résolution, le Secrétaire général a envoyé aux gouvernements, Membres ou non des Nations Unies une note à laquelle était joint, à la demande du Conseil économique et social (E/AC.7/SR.141), le texte d'une définition provisoire du terme "minorité" proposée par la Sous-Commission (E/CN.4/358).

3. En exécution de la demande exprimée par le Conseil au paragraphe b) de sa résolution, le Secrétaire général a communiqué aux membres de la Sous-Commission les renseignements transmis par les gouvernements en réponse à la note précitée. Le texte de ces renseignements figure dans le document E/CN.4/Sub.2/122 et les Addenda 1 à 28. Les autres renseignements qui seront reçus seront reproduits aussi dans d'autres addenda à ce document.
4. L'analyse qui suit est présentée à la Sous-Commission dans l'espoir qu'elle pourra l'aider à étudier les réponses des gouvernements grâce à un groupement méthodique des renseignements ainsi reçus.
5. Le Secrétariat a reçu et reproduit les réponses des 29 pays suivants :
Arabie saoudite (E/CN.4/Sub.2/122/Add.12);
Afghanistan (E/CN.4/Sub.2/122/Add.27), Argentine (E/CN.4/Sub.2/122/Add.17),
Belgique (E/CN.4/Sub.2/122/Add.7), Ceylan (E/CN.4/Sub.2/122/Add.1),
Colombie (E/CN.4/Sub.2/122/Add.3), Danemark (E/CN.4/Sub.2/122/Add.28),
Etats-Unis d'Amérique (E/CN.4/Sub.2/122/Add.9), Finlande (E/CN.4/Sub.2/122/
Add.20), France (E/CN.4/Sub.2/122/Add.26), Honduras (E/CN.4/Sub.2/122/Add.4),
Hongrie (E/CN.4/Sub.2/122/Add.14), Inde (E/CN.4/Sub.2/122/Add.16), Irlande
(E/CN.4/Sub.2/122/Add.10), Islande (E/CN.4/Sub.2/122), Jordanie (E/CN.4/Sub.
122/Add.11), Liban (E/CN.4/Sub.2/122/Add.5 et Corr.1), Liechtenstein
(E/CN.4/Sub.2/122/Add.13), Luxembourg (E/CN.4/Sub.2/122/Add.8), Monaco
(E/CN.4/Sub.2/122/Add.25), Norvège (E/CN.4/Sub.2/122/Add.2), Pays-Bas
(E/CN.4/Sub.2/122/Add.19), Pakistan (E/CN.4/Sub.2/122/Add.22), Philippines
(E/CN.4/Sub.2/122/Add.6), République socialiste soviétique de Biélorussie
(E/CN.4/Sub.2/122/Add.21), Salvador (E/CN.4/Sub.2/122/Add.18), Suisse
(E/CN.4/Sub.2/122/Add.24), Union des Républiques socialistes soviétiques
(E/CN.4/Sub.2/122/Add.15), Yémen (E/CN.4/Sub.2/122/Add.23).

6. Dans l'analyse qui suit les réponses ont été classées selon les rubriques i), ii) et iii) du paragraphe a) de la résolution 303 F (XI). Il faut signaler cependant que, le plus souvent, on a jugé inutile de reproduire les textes constitutionnels, législatifs ou autres cités intégralement dans la réponse ou joints à la réponse. Lorsqu'un de ces textes n'a pu être reproduit, une note de bas de page donne la référence permettant de le retrouver.

Chapitre I. Exemples des lois, décisions judiciaires et autres mesures qui se sont révélées particulièrement utiles dans le pays en question pour lutter contre les mesures discriminatoires dans un ou plusieurs des domaines visés par la Déclaration universelle des droits de l'homme.

7. Les réponses envoyées par les quatre pays suivants : Afghanistan, Etats-Unis d'Amérique, Islande et Pakistan, ne donnent aucun renseignement concernant directement la question visée à l'alinéa i) du paragraphe a) de la résolution.

8. La réponse des Pays-Bas se rapporte simultanément aux alinéas i) et ii) du paragraphe a) de la résolution mais elle ne donne de renseignements qu'au sujet de l'alinéa ii). (Voir paragraphes 11 et 13 du chapitre II).

9. Les réponses des 16 pays énumérés ci-après indiquent soit que le problème de prévenir des mesures discriminatoires ne se pose pas, soit que des dispositions constitutionnelles ou législatives ont établi le principe de l'égalité. Ces réponses n'indiquent pas de décision judiciaire sur ces questions mais comprennent, dans certains cas, une déclaration précisant que ce principe est appliqué par les tribunaux :

Arabie saoudite, Argentine¹⁾, Belgique, Ceylan²⁾, Colombie³⁾, Danemark⁴⁾,
Honduras⁵⁾, Inde⁶⁾, Irlande⁷⁾, Jordanie⁸⁾, Liechtenstein, Luxembourg⁹⁾,
Monaco, Norvège, Salvador¹⁰⁾, Suisse.

10. Les réponses des six pays suivants : Finlande, France, Hongrie, Liban, République socialiste soviétique de Biélorussie et Union des Républiques socialistes soviétiques contiennent non seulement des références aux dispositions constitutionnelles mais aussi d'autres renseignements se rapportant à la question traitée à l'alinéa 1) du paragraphe a) de la résolution.

- 1) On trouvera le texte de l'Article 28 de la Constitution de l'Argentine dans le document E/CN.4/Sub.2/122/Add.17.
- 2) On trouvera le texte du chapitre 29 (2) des Ordres en conseil de Ceylan de 1946 et 1947 (Constitution et Indépendance) dans le document E/CN.4/Sub.2/122/Add.1.
- 3) On trouvera le texte des articles 11 et 16 à 54 de la Constitution de la Colombie dans le document E/CN.4/Sub.2/122/Add.3, pages 2 à 9.
- 4) On trouvera le texte des paragraphes 70, 74 et 79 à 86 de la Constitution du Danemark dans le document E/CN.4/Sub.2/122/Add.28, pages 2 et 3.
- 5) On trouvera le texte de l'article 30 de la Constitution du Honduras dans le document E/CN.4/Sub.2/122/Add.4, page 2.
- 6) On trouvera le texte des articles 25 à 30 de la Constitution de l'Inde dans le document E/CN.4/Sub.2/122/Add.16, pages 3 et 4.
- 7) On trouvera le texte des articles 40 à 44 de la Constitution de l'Irlande dans le document E/CN.4/Sub.2/122/Add.10, pages 3 à 8.
- 8) On trouvera le texte des articles 6, 16 et 33 de la Constitution de la Jordanie dans le document E/CN.4/Sub.2/122/Add.11, page 2.
- 9) On trouvera le texte des articles 11, 12 à 17, 19, 20 et 24 à 28 de la Constitution du Luxembourg dans le document E/CN.4/Sub.2/122/Add.8, pages 2 à 4.
- 10) On trouvera le texte des articles 1, 2, 22, 23, 150 à 158, 163, 173 et 174 de la Constitution du Salvador et des articles 52 et 55 du Code civil du même pays dans le document E/CN.4/Sub.2/122/Add.18, pages 2 et 3.

i) Finlande¹⁾

Article premier

Aux termes de la Constitution de la Finlande (forme du gouvernement) et d'autres dispositions législatives finlandaises, les citoyens finlandais sont égaux devant la loi.

Article 2

1. Aux termes de la Constitution et de la Loi sur l'emploi des langues adoptée en conformité de la Constitution, les citoyens finlandais ont le droit d'utiliser leur langue maternelle, le finnois ou le suédois, au même titre, devant les autorités administratives. L'Etat est tenu d'assurer, sur un pied d'égalité, les besoins culturels et économiques des éléments de langue finnoise et des éléments de langue suédoise de la population. Il n'y a pas de problème de race, de couleur ou de sexe, et le premier alinéa de l'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme est conforme à la législation finlandaise.

2. Les habitants des îles d'Aaland jouissent d'un grand degré d'autonomie politique et administrative, en vertu de la loi d'autonomie et de la loi de garantie qui ne peuvent être modifiées et abrogées qu'avec l'approbation du Parlement local des îles d'Aaland et conformément à la procédure requise pour toute modification à la Constitution.

Article 3

La Constitution garantit à tout citoyen finlandais l'inviolabilité de sa vie, de son honneur et de sa liberté personnelle.

Article 4

L'esclavage est inconnu et n'a jamais existé en Finlande.

1) Les renseignements donnés se rapportent aux articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Article 5

Le principe selon lequel les personnes arrêtées pour interrogatoire et les détenus doivent être humainement ressort du droit pénal et des décrets relatifs à l'exécution des peines et au régime de détention des prisonniers, ainsi que d'autres dispositions législatives relevant de cet article. Ces dispositions garantissent que nul ne sera traité de façon contraire aux principes énoncés dans l'article. Nul ne peut être condamné à mort, sauf lorsque le pays est en état de guerre.

Article 6

Il ressort de la Constitution que l'article 6 de la Déclaration n'est pas en contradiction avec la législation finlandaise.

Article 7

La Constitution garantit l'égalité devant la loi à tous les citoyens finlandais sans distinction.

Article 8

Les dispositions relatives à la Cour suprême figurent dans la Constitution; les attributions des autres tribunaux sont régies par la loi ordinaire. La Constitution interdit la création de tribunaux d'exception. La loi garantit à toute personne, y compris les détenus, le droit d'engager des poursuites judiciaires. Toute personne a le droit d'intervenir dans une action au civil soit comme commissaire de droits soit comme dominus litis.

Article 9

Le droit de procéder à des arrestations ou de détenir des personnes est strictement limité par la loi. Nul ne peut être condamné à l'exil.

Article 10

La Constitution garantit l'indépendance des tribunaux et l'immovibilité des juges. Un juge ne peut être privé de ses fonctions que par décision d'un tribunal, à la suite d'un délit ou pour incapacité de travail. Une personne ne peut être jugée que par un tribunal de la juridiction auquel elle relève.

Article 11

1. Le code de procédure judiciaire finlandais énonce le principe que le plaignant ou le ministère public doit établir le bien-fondé de sa plainte ou de son accusation. S'ils ne peuvent le faire, le défendeur est libéré. Le prévenu est présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie au cours d'un procès public. Le code de procédure judiciaire stipule en outre que le prévenu ne pourra être condamné sans avoir été entendu, qu'une personne privée de ressources bénéficiera de l'assistance judiciaire, que, dans les cas où un accord entre les parties n'est pas autorisé, les aveux en justice ne sont pas toujours considérés comme constituant une preuve absolue, que le jugement doit être motivé et que les points de droit sur lesquels il est fondé doivent être mentionnés, enfin que le juge, dans sa décision, tiendra compte de tous les faits présentés par le défenseur contre le demandeur, sans en négliger aucun.

2. La loi finlandaise reconnaît le principe selon lequel un acte délictueux doit être jugé en vertu des lois qui étaient en vigueur au moment où l'acte a été commis. Toutefois, pour des motifs de logique et d'équité, le législateur a admis que le nouveau code pénal, dont les dispositions prévoient des peines moins sévères que l'ancien, serait appliqué aux infractions commises sous le régime antérieur. En ce qui concerne la loi sur la procédure judiciaire, elle est par principe appliquée à tous les procès qui ont été engagés après l'entrée en vigueur de la loi. Bien que la loi ne le prévoit pas de manière explicite et générale, ce principe est admis de manière indiscutable dans la législation finlandaise.

Article 12

Aux termes de la Constitution le domicile des citoyens finlandais est inviolable. La loi garantit leur honneur et leur réputation. Elle fixe les conditions dans lesquelles des perquisitions domiciliaires peuvent être ordonnées et effectuées. Le secret de la correspondance par lettres, ou télégrammes et par le téléphone est assuré, sauf exception prévue par la loi.

Article 13

D'après la Constitution, tout citoyen finlandais a le droit de séjourner dans son pays, d'y élire librement domicile, d'y circuler, de le quitter et d'y retourner, sauf exception prévue par la loi.

Article 14

Aux termes de la loi sur l'extradition des criminels, une personne coupable de délit politique ne peut être extradée.

Article 15

L'acquisition et la perte de la nationalité finlandaise sont déterminées par la loi. Aux termes de la Constitution, la nationalité finlandaise appartient à toute personne née de parents finlandais.

Article 16

Tous les citoyens finlandais, hommes et femmes, ont un droit égal à contracter mariage. Le droit pour un étranger de contracter mariage en Finlande est déterminé par sa loi nationale, à moins que des accords spéciaux n'en disposent autrement. Cependant, la publication des bans et la conclusion du mariage ont lieu dans les formes prescrites par la loi finlandaise.

Le mari et la femme ont des droits égaux et le mariage ne limite pas leur droit de conclure des contrats, à l'exception des limitations prévues par la loi, et concernant le droit que l'un des époux possède par mariage sur les biens de l'autre époux. Le mariage ne porte pas non plus atteinte au droit du mari ou de la femme d'ester en justice comme demandeur ou comme défendeur.

Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des deux époux.

Article 17

Aux termes de la Constitution, les biens des citoyens finlandais sont garantis par la loi. L'expropriation pour cause d'utilité publique avec pleine indemnité est réglée par la loi.

Article 18

Aux termes de la Constitution, les citoyens finlandais jouissent de la liberté de la parole et ont le droit d'exercice public et privé de leur culte, à condition de ne pas violer la loi ou les bonnes moeurs. Les droits et les devoirs du citoyen finlandais restent les mêmes, quelle que soit sa confession et même s'il n'appartient à aucune.

Article 19

Aux termes de la Constitution, les citoyens finlandais ont le droit de faire imprimer et de publier des écrits et des oeuvres littéraires, sans que quiconque puisse y mettre d'obstacle préventif.

Article 20

Aucune autorisation officielle n'est requise pour la formation d'une association, à l'exception des cas expressément mentionnés par la loi, et les citoyens finlandais ont le droit de se réunir, sans autorisation préalable, pour délibérer sur les affaires publiques ou à toute autre fin légitime.

2. Il ressort de la loi sur les associations que chacun est libre de faire partie d'une association et de la quitter.

Article 21

1. Aux termes de la Constitution, le pouvoir public appartient à la nation représentée par la Chambre des représentants en session.

2. L'aptitude, la capacité et la vertu civique éprouvée serviront de base générale à la nomination aux fonctions publiques.

3. La forme parlementaire du gouvernement est prescrite par la Constitution finlandaise. Les membres du Cabinet jouissent de la confiance du Parlement et sont responsables devant lui du point de vue tant parlementaire que juridique. Le Parlement a le pouvoir législatif, le droit de lever les impôts, le droit de contrôle et le droit d'interpellation.

Les élections parlementaires sont libres et périodiques; elles ont lieu à suffrage direct, proportionnel et secret. Toute personne ayant le droit de vote est éligible, quel que soit son domicile, à l'exception des personnes qui effectuent leur service militaire actif.

Article 22

La Constitution, ainsi qu'une législation sociale détaillée, garantissent les droits mentionnés à l'article 22 de la Déclaration.

Article 23

Aux termes de la Constitution, le travail des citoyens est placé sous la sauvegarde particulière de l'Etat. La législation finlandaise contient, par ailleurs, de nombreuses dispositions pour la protection des travailleurs et, d'une façon générale, des personnes ayant de faibles ressources, ainsi que pour la protection des travailleurs contre les risques professionnels. La protection des enfants, des jeunes gens et des femmes font l'objet de lois spéciales. La liberté d'association comprend également le droit de fonder des syndicats.

Article 24

La durée du travail est réglementée dans plusieurs domaines par des dispositions légales absolues. La loi relative à la journée de huit heures a été promulguée en 1917. D'une manière générale, il existe dans toutes les professions des congés payés réguliers.

Article 25

1. Les lois relatives à l'assurance nationale, à l'assurance des travailleurs contre les accidents et aux personnes travaillant au compte de l'Etat et des communes garantissent la sécurité à tous ceux que des circonstances indépendantes de leur volonté privent de leurs moyens d'existence.

2. La maternité bénéficie d'une aide accordée par l'Etat et chaque mère reçoit un subside. Les enfants nés dans le mariage et hors mariage jouissent de la même protection sociale.

Article 26

L'enseignement élémentaire est gratuit et obligatoire en Finlande. Chacun a la possibilité de compléter son instruction dans un lycée et dans des établissements techniques et professionnels, suivant son mérite. Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

Article 27

1. La pratique des sciences et des arts est libre en Finlande et chacun est libre de s'y adonner et de prendre part à la vie culturelle de la communauté.

2. Les droits mentionnés au paragraphe 2 de l'article 27 de la Déclaration sont garantis par la loi relative aux droits d'auteur et par des conventions internationales.

Article 28

Il règne en Finlande un ordre juridique et légal que l'Etat protège grâce aux moyens dont il dispose. C'est ainsi que l'Etat garantit les droits et les libertés énoncés dans la Déclaration et consacrés par la législation finlandaise.

11) France

La lutte pour l'égalité des êtres humains devant la loi appartient à la tradition française. Le principe qui prohibe toute discrimination est donc à la base de tout l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires en vigueur sur tous les territoires de la République. Ce principe ayant un caractère universel, il n'apparaît pas opportun au Gouvernement français de faire le rappel de tous les textes qui l'invoquent et l'impliquent, un tel rappel risquerait de revêtir la forme d'une énumération limitative.

Toutefois, le Gouvernement de la République croit devoir appeler l'attention sur certains textes dont l'inscription dans les institutions nationales ou des codes législatifs lui semble se placer au premier rang des moyens propres à assurer la protection efficace des droits visés par la Déclaration des droits de l'homme du 10 décembre 1948. Ces textes sont :

1) L'Ordonnance du 9 août 1944 qui, au moment de la libération de la France, a rappelé le grand principe de la non-discrimination et qui a eu pour objet et pour effet de supprimer toute discrimination édictée ou imposée par l'ennemi à la faveur de l'occupation hitlérienne.

2) La Constitution française du 27 octobre 1946 qui a solennellement confirmé ce principe et a donné une garantie sans précédent à l'application de celui-ci en inscrivant dans son préambule et dans son Article 28 - dont les textes sont ci-annexés - la primauté du droit international.

3) L'article 32 de la loi du 29 juillet 1881 dans son texte ci-dessous, actuellement en vigueur (décret du 21 avril 1939, ordonnance des 24 novembre 1943 et 6 mai 1944) qui, pour mieux interdire toute tentative de discrimination à des fins politiques et idéologiques, prévoit la répression pénale de l'excitation à la haine entre les citoyens et les habitants :

"La diffamation commise envers un groupe de personnes non désignées par l'article 31 de la présente loi, mais qui appartiennent par leur origine à une race ou à une religion déterminées, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 10.000 à 10 millions de francs lorsqu'elle aura eu pour but d'exciter à la haine entre les citoyens ou habitants".

iii) Hongrie ^{1/}

Les mesures législatives récentes et la pratique hongroises assurent largement la protection des droits de l'homme et des droits des minorités. Conformément à la loi X de 1946, tout fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions porte atteinte aux droits naturels et inaliénables de l'homme, garantis par la loi I de 1946, peut être puni d'un emprisonnement d'une durée de cinq ans.

La loi XIX de 1946 a annulé les lois et règlements antérieurs qui étaient susceptibles de porter préjudice à la liberté individuelle, à l'égalité et à la dignité humaines des masses laborieuses.

En vertu de la loi XII de 1946, les femmes, au même titre que les hommes, ont le droit d'être admises aux écoles secondaires et aux universités.

La loi XXV de 1946 stigmatise catégoriquement les mesures discriminatoires exercées avant 1945 contre les juifs par les gouvernements fascistes et contient des dispositions visant à leur relèvement intégral dans les domaines économique, politique et culturel.

^{1/} On trouvera le texte du chapitre 8 de la Constitution de la Hongrie dans le document E/CN.4/Sub.2/122/Add.14, page 3.

En vertu de la loi XXIX de 1946, les enfants illégitimes ont droit au même statut juridique que les enfants légitimes. D'après son paragraphe 1, cette loi a pour but de réaliser complètement, dans toute la mesure du possible, les grands idéaux d'égalité humaine en ce qui touche le statut juridique des enfants. La différenciation entre les enfants légitimes et illégitimes est en conséquence abolie.

Avant 1945, la loi hongroise établissait une distinction entre les religions reconnues par la loi et celles admises par décret. Cette distinction est abolie par la loi XXXVIII de 1947.

La loi XLIII de 1948 accorde aux femmes une égalité complète avec les hommes en ce qui touche les fonctions publiques.

Conformément aux décrets 1200/1946.V.K.M. et 2100/1948.V.K.M., dans les villages où le nombre des enfants d'origine minoritaire dépasse 15, l'instruction de ces enfants se fera dans leur langue maternelle.

Les mesures discriminatoires contre les minorités, les cultes, etc., sont punies en vertu de la loi XLVIII de 1948.

iv) Liban

(Après avoir donné le texte des dispositions constitutionnelles ^{1/} et rappelé l'étude faite sur cette question par le Premier Président Cardahi et parue dans l'Annuaire des droits de l'homme de 1946 (pages 310 à 315), la réponse ajoute deux observations :

La première c'est que la représentation politique elle-même est axée au Liban sur l'existence et la reconnaissance officielle de ces communautés.

Cette représentation est, en d'autres termes, à base confessionnelle (voir loi du 10 août 1950, annexe 11) chaque communauté ayant droit à un nombre de représentants proportionnel, en principe, à son importance numérique et choisis parmi ses membres. Néanmoins, le principe est tempéré par le fait que, dans chaque circonscription électorale, les élus sont choisis par l'ensemble des électeurs à quelque confession religieuse qu'appartiennent ces derniers.

^{1/} On trouvera le texte des Articles 7 à 15 de la Constitution du Liban dans le document E/CN.4/Sub.2/122/Add.5, page 2.

La seconde observation est relative à la législation consacrant les principes des droits de l'homme.

Ces lois n'ont guère subi des modifications dans l'ensemble sauf en matière de presse où une loi nouvelle a été promulguée le 2 septembre 1948.

Cette loi dispose notamment que toute personne se proposant de faire paraître un périodique devra faire une déclaration au Ministère de l'information. Il lui en sera délivré un récépissé provisoire valant autorisation d'effectuer la publication (art. 10). L'autorisation définitive doit intervenir dans les deux mois, l'intéressé pouvant, au cas de refus, se pourvoir en excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat. La procédure d'urgence sera alors suivie (art. 13).

Les délits de presse sont tant en premier qu'en dernier ressort de la compétence de la Cour d'appel.

En ce qui concerne la suspension par voie administrative elle n'est prévue que dans le seul cas de publication diffamatoire à l'encontre du Président de la République, encore n'est-elle pas prévue pour une durée supérieure à trois jours.

Toutefois ce délai peut être prorogé par justice en Chambre du Conseil au cas où les Tribunaux sont saisis du délit par le Ministre.

La réponse du Liban donne aussi le texte des Articles suivants du Code pénal :

Article 473. Toute personne qui blasphèmera Dieu publiquement sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Article 474. Quiconque, de l'une des manières exprimées en l'article 209, aura outragé l'un des cultes publiquement professés, ou excité au mépris de l'un de ces cultes, sera puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans.

Article 475. Sera puni d'un mois à un an d'emprisonnement :

1. Celui qui aura troublé l'exercice d'un culte ou des cérémonies ou pratiques religieuses relatives à ce culte, ou qui l'aura entravé par des voies de fait ou des menaces.

2. Celui qui aura détruit, mutilé ou dégradé, ou qui aura profané ou souillé des édifices consacrés aux cultes, ou des emblèmes ou autres objets vénérés par les membres d'une religion ou par une partie de la population.

v) République socialiste soviétique de Biélorussie ^{1/}Extrait du Code pénal de 1928 de la République socialiste
soviétique de Biélorussie

Article 84

a) Toute propagande ou agitation tendant à inciter à la haine ou à la discorde nationales ou religieuses, ainsi que la diffusion, la préparation et la détention d'écrits de cette nature sont passibles d'une peine de privation de liberté de deux ans au plus.

b) Les mêmes faits commis en temps de guerre ou pendant des troubles populaires étendus sont passibles d'une peine de privation de liberté de deux ans au moins, avec confiscation, totale ou partielle, des biens; en cas de circonstances particulièrement graves, la peine pourra aller jusqu'à la mesure de défense sociale extrême, le coupable étant fusillé avec confiscation des biens.*

(* La peine capitale a été abolie par un décret du Presidium du Conseil suprême de l'URSS en date du 26 mai 1945).

1/ On trouvera le texte des Articles 98 et 99 de la Constitution de la RSS de Biélorussie dans le document E/CN.4/Sub.2/122/Add.21.

vi) Union des Républiques socialistes soviétiques.^{1/}

Recueil des lois et ordonnances du Gouvernement
ouvrier et paysan

1917-1918, No 1, article 18

Déclaration des droits des peuples de Russie

Résumé

Article 18:

La Révolution d'octobre a libéré du servage les ouvriers et les paysans. Les soldats et les marins ont été affranchis du pouvoir autocratique des généraux, les généraux étant désormais élus et révocables. L'inégalité entre les peuples de Russie a été également abolie. Le Congrès des Soviets a proclamé le droit des peuples de Russie à disposer librement d'eux-mêmes. Le Conseil des Commissaires du peuple a fixé les principes de son action au sujet des nationalités de Russie. Ces principes sont notamment : égalité, droit de libre disposition, droit de sécession, abolition de toutes restrictions et privilèges de caractère national, droit au libre développement.

Extrait du Code criminel de la RSFSR 1926

Article 597

Résumé

Toute propagande ou agitation tendant à inciter à la haine ou à la discorde nationales ou religieuses, ainsi que la diffusion, la préparation et la détention d'écrits de cette nature sont passibles d'une peine de privation de liberté de deux ans au plus.

Les mêmes faits commis en temps de guerre ou pendant les troubles populaires étendus sont passibles d'une peine de privation de liberté de deux ans au moins; en cas de circonstances particulièrement graves, le coupable pourra être fusillé."

(*) La peine capitale a été abolie en temps de paix par un décret du Présidium du Conseil suprême de l'URSS en date du 26 mai 1947.

^{1/} On trouvera un résumé des Articles 123 et 124 de la Constitution (Loi fondamentale de l'Union des Républiques socialistes soviétiques dans le document E/CN.4/Sub.2/122/Add.15.

Chapitre II. Renseignements sur la façon dont le pays assure, par voie de dispositions législatives, la protection de toute minorité relevant de son autorité, et eu égard aux dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme

11. Dans leurs réponses, les dix-neuf pays énumérés ci-après déclarent soit qu'aucune minorité ne relève de leur autorité, soit que la question de leur protection ne se pose pas :

Arabie saoudite, Afghanistan, Belgique, Colombie, France, Honduras, Irlande, Islande, Jordanie, Liban ^{1/}, Liechtenstein, Luxembourg, Monaco,

1/ La réponse du Liban contient le passage suivant :

"Le problème des minorités se pose chaque fois que des individus de race, de religion ou de langue différentes se trouvent contraints de vivre côte à côte sous l'autorité d'un même Etat.

"Cette observation du regretté Professeur Le Fur résume bien, semble-t-il, la question.

"Il y a donc un élément objectif, ethnique, religieux ou linguistique d'une part et, de l'autre, un élément subjectif : la contrainte, le groupe minoritaire se trouvant dans l'obligation, à son corps défendant, de vivre sous l'autorité d'un Etat étranger.

"Ainsi conçue la notion des minorités ne trouve guère place dans l'Etat libanais puisque si les minorités y sont nombreuses, elles sont également animées d'un "vouloir vivre collectif nonobstant l'âge récent du jeune Etat libanais.

"Ces confessions sont d'ailleurs nombreuses tant chrétiennes que musulmanes, à telle enseigne qu'on pourrait dire, si l'on envisageait du moins uniquement les éléments objectifs, que le Liban ne comprend que des minorités qui d'ailleurs jouissent, sur un pied d'égalité, de toutes les garanties désirables conformément aux principes proclamés par la Déclaration universelle des droits de l'homme".

Voir aussi la réponse du Liban à la question qui fait l'objet de l'alinéa i) du paragraphe a) de la résolution précitée.

Norvège, Pays-Bas ^{1/}, Salvador, Suisse ^{2/}, Yémen ^{3/}

12. La réponse du Danemark précise, elle aussi, que "la législation danoise ne contient aucune disposition visant particulièrement à protéger les minorités, puisque la législation générale au civil et au criminel s'applique à tous les citoyens". Elle signale cependant que le Code pénal danois du 15 avril 1930 a été amendé en 1939 par l'addition de l'article 266 b) qui est destiné à protéger des groupes spéciaux de la population danoise contre les persécutions dont ils pourraient être victimes pour des motifs de religion, d'ascendance ou de citoyenneté. ^{4/}

1/ En ce qui concerne le territoire métropolitain des Pays-Bas en Europe et les Antilles néerlandaises. Pour Surinam, voir le paragraphe 13 ci-après.

2/ La réponse de la Suisse est rédigée comme suit :

"La question ... de la protection des minorités ne revêt pas d'importance pratique pour la Suisse... Les articles 49 et 50 de la Constitution fédérale garantissent la liberté de conscience et celle des cultes. Les langues parlées en Suisse étant, elles aussi, reconnues comme langues nationales (article 116 de la Constitution fédérale), il est hors de doute que l'expression "minorités ethniques, religieuses ou linguistiques", considérée dans le sens où l'entend l'Organisation des Nations Unies, n'est pas applicable dans le cas de la Suisse".

3/ La réponse du Yémen contient le passage suivant :

"En ce qui concerne la question des "minorités", il n'existe au Yémen aucune minorité, soumise ou non à l'empire d'un gouvernement étranger. Il existait une minorité juive, mais celle-ci a quitté le Yémen bien qu'elle y bénéficiât de tous les avantages que possèdent les citoyens yéménites et ne pût être qualifiée de "minorité" dans le sens admis internationalement pour ce mot."

4/ On trouvera le texte du paragraphe 266 b) du Code pénal danois dans le document E/CN.4/Sub.2/122/Add.28.

13. La réponse des Pays-Bas précise tout d'abord que le Gouvernement ne peut fournir aucun renseignement intéressant le royaume des Pays-Bas en Europe ou les Antilles néerlandaises; car, dans ces territoires, il n'existe pas de minorité au sens de la définition provisoire proposée par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, et donne ensuite les renseignements suivants :

Pour répondre aux aspirations des minorités indonésienne et hindoue de Surinam, il a été établi une législation du mariage asiatique (Gazette officielle de Surinam, 1940, Nos 149 et 150) qui permet à ces immigrants et à leurs descendants qui professent l'indouisme ou l'islamisme de contracter mariage selon les rites qui leur sont propres. Dans tous les autres domaines, la législation de Surinam est la même pour tous les groupes actuels de population.

14. Les réponses des 3 pays suivants : République socialiste soviétique de Biélorussie, Ceylan et Union des Républiques socialistes soviétiques ne se réfèrent expressément ni à l'alinéa i) ni à l'alinéa ii) du paragraphe a) de la résolution. Ces réponses figurent au chapitre I ci-dessus.

15. Les réponses de la Finlande et de la Hongrie se réfèrent simultanément à l'alinéa i) et à l'alinéa ii) du paragraphe a) de la résolution; le texte en est reproduit au chapitre I ci-dessus. On a cru devoir cependant reproduire à nouveau les parties de ces réponses qui donnent des renseignements concernant la protection d'une ou de plusieurs minorités:

1) Finlande

Article 2 ^{1/}

1. Aux termes de la Constitution et de la Loi sur l'emploi des langues, adoptée en conformité de la Constitution, les citoyens finlandais ont le droit d'utiliser leur langue maternelle, le finnois ou le suédois, au même titre, devant les autorités administratives. L'Etat est tenu d'assurer, sur un pied d'égalité, les besoins culturels et économiques des éléments de langue finnoise et des éléments de langue suédoise de la population. Il n'y a pas de problème de race, de couleur ou de sexe, et le premier alinéa de l'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme est conforme à la législation finlandaise.

^{1/} Les renseignements donnés se rapportent aux articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

2. Les habitants des îles d'Aaland jouissent d'un grand degré d'autonomie politique et administrative, en vertu de la loi d'autonomie et de la loi de garantie qui ne peuvent être modifiées et abrogées qu'avec l'approbation du Parlement local des îles d'Aaland et conformément à la procédure requise pour toute modification à la Constitution.

Article 18 ^{1/}

Aux termes de la Constitution, les citoyens finlandais jouissent de la liberté de la parole et ont le droit d'exercice public et privé de leur culte, à condition de ne pas violer la loi ou les bonnes mœurs. Les droits et les devoirs du citoyen finlandais restent les mêmes, quelle que soit sa confession et même s'il n'appartient à aucune.

ii) Hongrie

Les mesures législatives récentes et la pratique hongroises assurent largement la protection ... des droits des minorités. Conformément à la loi X de 1946, "tout fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, porte atteinte aux droits naturels et inaliénables de l'homme, garantis par la loi I de 1946, peut être puni d'un emprisonnement" d'une durée de cinq ans.

La loi XXV de 1946 stigmatise catégoriquement les mesures discriminatoires exercées avant 1945 contre les juifs par les gouvernements fascistes et contient des dispositions visant à leur relèvement intégral dans les domaines économique, politique et culturel.

Avant 1945, la loi hongroise établissait une distinction entre les religions reconnues par la loi et celles admises par décret. Cette distinction est abolie par la loi XXXIII de 1947.

^{1/} Les renseignements donnés se rapportent aux articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Conformément aux décrets 1200/1946.V.K.M. et 21000/1948.V.K.M., dans les villages où le nombre des enfants d'origine minoritaire dépasse 15, l'instruction de ces enfants se fera dans leur langue maternelle.

Les mesures discriminatoires contre les minorités, les cultes, etc., sont punies en vertu de la loi XLVIII de 1948.

Les passages pertinents de la Constitution sont rédigés comme suit :

Article 8

La loi punit sévèrement toute distinction préjudiciable concernant le sexe, les différentes confessions ou les nationalités.

La République populaire de Hongrie assure à toutes les nationalités vivant sur son territoire la possibilité de s'instruire dans leur langue maternelle et de développer leur culture nationale.

16. Dans leurs réponses, les 4 pays suivants : Etats-Unis d'Amérique, Inde, Pakistan et Philippines, donnent des renseignements sur la protection d'une ou de plusieurs minorités relevant de leur autorité :

1) Etats-Unis d'Amérique

DECLARATION

Pour répondre à la résolution 303 F (XI) adoptée le 9 août 1950 par le Conseil économique et social et demandant des renseignements sur les mesures qui, aux Etats-Unis, se sont révélées particulièrement utiles dans la lutte contre les mesures discriminatoires et pour la protection des minorités, le Gouvernement des Etats-Unis appelle l'attention sur la documentation déjà fournie par lui au Secrétaire général pour les volumes de 1946, 1947, 1948 et 1949 de l'Annuaire des droits de l'homme et sur le texte ci-joint de la loi connue sous le nom de "Indian Reorganization Act" adoptée par le Congrès des Etats-Unis et approuvée le 18 juin 1934 (United States Statutes, Vol. 48, p. 984).^{1/}

^{1/} On trouvera le texte de l'Indian Reorganization Act dans le document E/CN.4/Sub.2/122/Add.9.

ii) Inde

La Constitution contient ... des dispositions spéciales garantissant et protégeant pleinement les droits culturels et religieux, et les droits en matière d'enseignement, de toutes les minorités, qu'elles soient religieuses ou linguistiques. Ces dispositions spéciales, qui visent à protéger les intérêts des minorités et de certains groupes et tribus peu évolués, figurent dans diverses parties de la Constitution. Il s'agit des articles 25, 26, 27, 28, 29, 30, 46 et 244, des Annexes V et VI, de l'article 325, du titre XVI (notamment les articles 331, 335, 336, 337, 338) et de l'article 347. ^{1/}

iii) Pakistan

... Les minorités établies au Pakistan sont les Hindous, les Adibasis, les castes officiellement énumérées (Scheduled Castes), les Bouddhistes, les Chrétiens, les Parsis et les tribus des collines du Bengale oriental. La résolution adoptée par l'Assemblée constituante du Pakistan qui énonce les buts et principes fondamentaux de la future Constitution du Pakistan (actuellement en voie d'élaboration), garantit en termes non équivoques aux minorités leur entière liberté, leurs droits légitimes et l'égalité des chances. Les parties pertinentes de cette résolution sont les suivantes :

"L'Assemblée constituante, représentant le peuple du Pakistan, décide d'élaborer une Constitution pour l'Etat indépendant et souverain du Pakistan :

.....
 "Il sera pris des dispositions appropriées pour que les minorités professent et pratiquent librement leurs religions et développent leurs cultures;

"Il sera pris des dispositions appropriées pour sauvegarder les intérêts légitimes des minorités et des classes arriérées et diminuées".

Un Sous-Comité spécial, composé des représentants de diverses minorités, a été créé par l'Assemblée constituante du Pakistan et chargé de recommander

^{1/} On trouvera le texte de ces dispositions dans le document E/CN.4/Sub.2/122/Add.16, pages 3 à 7.

les dispositions spéciales qu'il conviendra d'insérer dans la future Constitution pour sauvegarder les droits des minorités.

Feu Quaid-e-Azam, le Gouverneur général actuel et le Premier Ministre ont, de temps à autre, fait des déclarations publiques où ils ont garanti aux minorités du Pakistan qu'elles seraient protégées et jouiraient d'un traitement libéral. Certains textes législatifs assurent également des garanties spéciales aux minorités; les titres de quelques-uns d'entre eux sont donnés dans la liste ci-jointe.

Outre les dispositions mentionnées ci-dessus, des sièges sont spécialement réservés aux minorités dans les corps législatifs, tant dans les assemblées provinciales qu'à l'Assemblée centrale. On a également réservé aux minorités un certain pourcentage des postes à pourvoir dans les services gouvernementaux, tant dans les gouvernements provinciaux que dans les services du Gouvernement central.

Annexe

The Arya Marriage Validation Act, 1937 (Loi de 1937 relative à la validation du mariage des Aryas).

The Parsi Marriage and Divorce Act, 1936 (Loi de 1936 sur le mariage et le divorce des Parsis).

The Hindu Women's Rights to Property Act, 1937 (Loi de 1937 relative aux droits des femmes hindoues à la propriété).

The Caste Disabilities Removal Act, 1850 (Loi de 1850 portant suppression des incapacités dues à la caste).

The Church of Scotland Kirk Sessions Act, 1899 (Loi de 1899 relative aux tribunaux ecclésiastiques de l'Eglise d'Ecosse).

The Divorce Act, 1869 (Loi de 1869 sur le divorce).

The Foreign Marriage Act, 1903 (Loi de 1903 sur le mariage contracté à l'étranger).

The Hindu Disposition of Property Act, 1916 (Loi de 1916 relative à la disposition des biens des Hindous).

The Hindu Gains of Learning Act, 1930 (Loi de 1930 relative aux gains dûs à l'instruction des Hindous).

The Hindu Inheritance (Removal of Disabilities) Act, 1928 (Loi de 1928 portant suppression d'incapacités en matière d'héritage des Hindous).

The Hindu Law of Inheritance (Amendment) Act, 1929 (Loi de 1929 portant amendement de la loi sur l'héritage des Hindous).

The Hindu Widows' Remarriage Act, 1856 (Loi de 1856 relative au remariage des veuves hindoues).

The Christian Marriage Act, 1872 (Loi de 1872 sur le mariage des chrétiens).

The Anand Marriage Act, 1909 (Loi de 1909 sur le mariage des Anands).

The Native Converts' Marriage Dissolution Act, 1866 (Loi de 1866 relative à la dissolution du mariage des convertis indigènes).

The Hindu Married Women's Right to separate Residence and Maintenance Act, 1946 (Loi de 1946 relative au droit des femmes mariées hindoues d'élire un domicile distinct et à leur droit à pension alimentaire).

The Marriage Disabilities Removal Act, 1946 (Loi de 1946 portant suppression d'empêchements au mariage).

The Pakistan Penal Code, 1860 - Sections 153A, 295, 295A, 296, 297, 298 (Code pénal du Pakistan de 1860 : articles 153-A, 295, 295 A, 296, 297, 298).

The Estate Duty Act, 1950 - Sections 4A and 41 (Loi de 1950 sur les droits de succession : articles 4 A et 41).

The Government of India Act, 1935 - section 298 (Loi de 1935 du Gouvernement de l'Inde : article 298).

iv) Philippines

"Le seul groupe minoritaire qui mérite d'être mentionné et qui relève de l'autorité du Gouvernement des Philippines est la population dite "non chrétienne". Le terme "non chrétien", tel qu'il est défini à l'article 2576 du Code administratif, s'applique aux musulmans et aux païens. Cependant, le Tribunal suprême des

Philippines a décidé qu'il ne fallait pas attribuer au terme "non chrétien" un sens littéral ou une signification religieuse, mais que ce mot s'appliquait à un degré de civilisation. Ce terme ne s'applique donc pas à une croyance religieuse mais plutôt à une région géographique; plus précisément, il s'applique aux autochtones peu civilisés des Philippines (Rubi versus Provincial Board of Mindoro, (39 Phil. 660); de Palad versus Saito (55 Phil. 831)).

"La législation et les décisions judiciaires des Philippines traitent les non chrétiens d'une manière spéciale, non pas nécessairement dans le but d'empêcher ou d'instituer des mesures discriminatoires à leur égard ou de les protéger contre la majorité des Philippines chrétiens, mais d'une manière plus précise pour tenir dûment compte de leur état de civilisation relativement inférieur et pour les amener peu à peu à un stade de civilisation tel qu'ils puissent finalement être administrés suivant les règles applicables au reste de la population des Philippines.

"Parmi ces règles, on peut mentionner les suivantes :

"1. Les articles 701 à 705 du Code administratif de 1917, Loi No 2711, créaient un Bureau des tribus non chrétiennes, pour gouverner les provinces, municipalités et autres subdivisions administratives peuplées de non chrétiens. Ce Bureau était chargé plus particulièrement d'assurer le progrès des régions habitées par des Philippines non chrétiens et de favoriser par tous les moyens adéquats et d'une manière complète le développement moral, matériel, économique, social et politique de ces régions; le Bureau devait s'efforcer d'assurer de façon permanente la compréhension mutuelle entre tous les éléments chrétiens et non chrétiens de l'archipel des Philippines et amener leur fusion complète. Cependant, ces dispositions du code administratif ont été abrogées par le Commonwealth Act No 75, adopté le 24 octobre 1936, qui transférait au Secrétaire d'Etat à l'Intérieur les fonctions du Bureau des tribus non chrétiennes.

"2. La loi No 1639 interdisait la vente ou la cession sous quelque autre forme que ce soit d'aucune boisson alcoolique, autre que les vins et alcools indigènes, à aucun membre d'une tribu non chrétienne. Cette loi a été abrogée par le Commonwealth Act No 476 adopté le 18 juin 1939.

"3. L'article 2114 du Code administratif de 1917 modifié crée dans le cadre de la Trésorerie de chacune des provinces régulièrement organisées un Fonds spécial pour les habitants non chrétiens, dont les ressources ne peuvent être utilisées qu'au bénéfice des habitants non chrétiens des provinces.

"4. L'article 120 de la loi sur le domaine public, (Commonwealth Act No 141) dispose que les ventes ou transferts de terres publiques effectuées par des non chrétiens ne seront pas valides à moins qu'ils ne soient approuvés par le Gouverneur de Mindanao et Soulou.

"5. L'article 160 de la loi No 2590 intitulée "Loi pour la protection du gibier et du poisson", amendée, crée certains privilèges de chasse spéciaux en faveur des tribus non chrétiennes qui se nourrissent de la chair d'oiseaux et de mammifères sauvages.

"6. L'article 78 du nouveau Code civil des Philippines (loi de la République No 386, adoptée le 18 juin 1949) prévoit une réglementation spéciale des mariages entre musulmans ou païens des provinces non chrétiennes; ces mariages peuvent être célébrés suivant les coutumes, rites ou pratiques des tribus sans qu'il soit nécessaire de se procurer une licence de mariage. Cependant, le Code prévoit également que, vingt ans après l'approbation du Code, ces mariages devront être célébrés conformément aux dispositions générales applicables à tous les Philippins.

"7. L'article 26 du nouveau Code civil des Philippines prévoit que chacun respectera la dignité, la personnalité, la vie privée et la tranquillité de ses voisins et d'autrui. Le fait de contrarier ou d'humilier une personne en raison de ses croyances religieuses, de sa position sociale inférieure, de son lieu de naissance, d'une infirmité physique ou de toute autre condition personnelle pourra donner lieu à une action en dommages et intérêts, à une injonction ou à tout autre recours en justice.

"8. La Loi de la République No 394 permet, pendant une période de vingt ans, que les divorces entre Philippins musulmans des provinces non chrétiennes, aient lieu conformément aux coutumes et pratiques musulmanes. Cette loi a été adoptée le 18 juin 1949.

"Les décisions judiciaires suivantes révèlent les mêmes tendances :

"1. Rubi et autres (manguianes), demandeurs, contre The Provincial Board of Mindoro, défendeur (39 Phil. 660). Ce dernier a soutenu que l'objectif fondamental de la politique du Gouvernement consiste à établir des relations amicales avec la population dite non chrétienne et à faciliter son développement dans les domaines culturel, agricole, industriel et économique et ses progrès vers la civilisation. Pour ce qui est des Manguianes eux-mêmes, les buts du Gouvernement consistent à réunir les enfants pour assurer leur instruction et à améliorer leur santé et leur moralité - en un mot à commencer l'oeuvre de civilisation.

"2. Le peuple des îles Philippines, demandeur et intimé contre Dimulon et Bimusao, défendeurs et appelants (47 Phil. 745). La Cour suprême a pris en considération les coutumes et l'ignorance des "chasseurs de têtes" philippins, les crimes commis dans les luttes entre les tribus et leur ignorance de l'administration chez les peuples civilisés, pour modifier les peines dont sont passibles ces crimes commis au cours d'une guerre intertribale."

Chapitre III. Renseignements pouvant servir à établir une définition du terme "minorités"

17. Les réponses des 12 Etats énumérés ci-après ne traitent pas de la définition du terme "minorités".

Afghanistan, Argentine, Colombie, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, Hongrie, Islande, Liechtenstein, Monaco, République socialiste soviétique de Biéloruss, Salvador, Union des Républiques socialistes soviétiques.

18. Les réponses des 8 Etats énumérés ci-après contiennent une référence à la définition du terme "minorités" formulée dans la résolution de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, sans autre commentaire que, dans certains cas, une déclaration précisant que l'Etat en question ne peut fournir aucune contribution en ce qui concerne la définition de ce terme :

Arabie saoudite, Belgique, Irlande, Jordanie, Luxembourg, Norvège, Suisse, Yémen.

19. La réponse du Honduras contient la déclaration suivante :

Nous n'avons aucune observation à présenter à cet égard, et nous acceptons la définition qui figure dans le mémorandum joint à votre note No 8055.

20. La réponse de la France contient la déclaration suivante : Le Gouvernement français a suivi avec intérêt les travaux de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et apprécie l'effort entrepris par celle-ci pour aboutir à une définition des minorités en fonction des structures étatiques. Il estime que cet effort devra être poursuivi et demeure disposé à accorder toute son attention aux études et aux initiatives de la Sous-Commission.

21. Les réponses du Danemark, de l'Inde, du Liban, et des Pays-Bas contiennent les observations suivantes :

1) Danemark

"En principe, le Gouvernement danois fait sienne la résolution relative à la "définition des minorités aux fins des mesures de protection qu'entendrait prendre l'Organisation des Nations Unies", telle que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités l'a adoptée à sa troisième session (paragraphe 4 de la résolution III, document E/CN.4/358). Cependant, le Gouvernement danois est d'avis qu'il faudrait, dans

la définition, préciser sans équivoque qu'elle s'applique également aux minorités nationales. Il propose donc d'ajouter, à l'alinéa a) du paragraphe 4, le mot "nationales" entre les mots "ethniques" et "religieuses".

"Le Gouvernement danois est en outre, d'avis que la déclaration qui constitue l'alinéa c) du paragraphe 4 et selon laquelle les membres des minorités doivent être loyaux envers l'Etat dont ils sont ressortissants ne se rapporte pas, à proprement parler, à la définition du concept de "minorités" et, en conséquence, il propose de supprimer l'alinéa en question.

"Le Gouvernement danois est cependant tout à fait d'avis que les membres des minorités devraient être loyaux envers l'Etat dont ils sont ressortissants, mais que, d'autre part, cette obligation ne diminue pas ipso facto leurs droits naturels à entretenir des aspirations ethniques, nationales, religieuses ou linguistiques dans un esprit démocratique et à les réaliser par des moyens démocratiques".

ii) Inde¹⁾

Le mot "culturelles" pourrait être ajouté à l'alinéa a) du paragraphe 4 de la définition provisoire.

iii) Liban²⁾

Le problème des minorités se pose chaque fois que des individus de race, de religion ou de langue différentes se trouvent contraints de vivre côte à côte sous l'autorité d'un même Etat.

Cette observation du regretté Professeur Le Fur résume bien, semble-t-il, la question.

Il y a donc un élément objectif, ethnique, religieux ou linguistique d'une part et, de l'autre, un élément subjectif : la contrainte, le groupe minoritaire se trouvant dans l'obligation, à son corps défendant, de vivre sous l'autorité d'un Etat étranger.

1) Pour l'Inde, voir aussi le paragraphe 22 ci-après.

2) Pour le Liban, voir aussi le paragraphe 22 ci-après.

iv) Pays-Bas

En ce qui concerne l'alinéa iii) du paragraphe a), le Gouvernement des Pays-Bas est en mesure de donner son accord de principe à la définition du terme "minorité" proposée par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. Le Gouvernement des Pays-Bas estime en outre que, pour définir le terme "minorité", il est particulièrement judicieux de se fonder non seulement sur l'importance numérique du groupe et sur le fait qu'il possède certaines caractéristiques, mais encore sur la nécessité de mesures de protection spéciales. Si ce principe n'était pas observé, certains groupes pourraient revendiquer le bénéfice de mesures de protection de cet ordre afin de les exploiter comme privilège.

22. Dans leurs réponses, les 5 Etats suivants : Ceylan, Inde, Liban, Pakistan, Philippines donnent des éléments de définition des "minorités" relevant de leur autorité :

i) Ceylan

Ordres en Conseil de 1946 à 1947 (Constitution et indépendance)

"Article 29, paragraphe 2.- Aucune loi ne doit :

-
- "b) Frapper des individus, à quelque communauté ou à quelque religion qu'ils appartiennent, d'incapacité ou de restriction qui ne frappe pas les membres d'autres communautés ou les adeptes d'autres religions;
- "c) Conférer à des individus, à quelque communauté ou à quelque religion qu'ils appartiennent, des privilèges ou des avantages qui ne sont pas conférés aux membres d'autres communautés ou aux adeptes d'autres religions;
-

ii) Inde¹⁾

Les droits fondamentaux énoncés dans le titre III de la Constitution sont garantis à tous les citoyens de l'Inde, sans considération de race, de

1) Pour l'Inde, voir aussi plus haut le paragraphe 21.

religion, de langue ou de culture et chacun peut demander aux tribunaux d'en faire assurer le respect... La Constitution contient également des dispositions spéciales garantissant et protégeant pleinement les droits culturels et religieux, et les droits en matière d'enseignement, de toutes les minorités, qu'elles soient religieuses ou linguistiques. Ces dispositions spéciales ... visent à protéger les intérêts des minorités et de certains groupes et tribus peu évolués ..

.....
Dans l'Inde, les groupes ethniques ne constituent pas nécessairement une minorité.

iii) Liban

"..... la notion des minorités ne trouve guère place dans l'Etat libanais puisque si les minorités y sont nombreuses, elles sont également animées d'un "vouloir vivre collectif" nonobstant l'âge récent du jeune Etat libanais".

"Ces confessions sont d'ailleurs nombreuses tant chrétiennes que musulmanes, à telle enseigne qu'on pourrait dire, si l'on envisageait du moins uniquement les éléments objectifs¹⁾ que le Liban ne comprend que des minorités qui d'ailleurs jouissent, sur un pied d'égalité, de toutes les garanties désirables conformément aux principes proclamés par la Déclaration universelle des droits de l'homme".

iv) Pakistan

"..... les minorités établies au Pakistan sont les Hindous, les Adibasis, les castes officiellement énumérées (Scheduled Castes), les Bouddhistes, les Chrétiens, les Parsis et les tribus des collines du Bengale oriental.²⁾

v) Philippines

Le seul groupe minoritaire qui mérite d'être mentionné et qui relève de l'autorité du Gouvernement des Philippines est la population dite "non chrétienne". Le terme "non chrétien", tel qu'il est défini à l'article 2576 du Code administratif, s'applique aux musulmans et aux païens. Cependant, le Tribunal suprême des Philippines a décidé qu'il ne fallait pas attribuer au terme "non chrétien" un sens littéral ou une signification religieuse, mais que ce mot s'appliquait à un degré de civilisation. Ce terme ne s'applique donc pas à une croyance religieuse mais plutôt à une région géographique; plus précisément, il s'applique aux autochtones peu civilisés des Philippines (Rubi versus Provincial Board of Mindoro, (39 Phil. 660); de Palad versus Saito (55 Phil. 831)).

1) Pour le Liban, voir aussi plus haut le paragraphe 21.

2) Voir la liste des textes législatifs qui concernent les minorités à l'annexe : la réponse du Pakistan (E/CN.4/Sub.2/122/Add.22), reproduite au chapitre II ci-dessus.